

[Accueil](#)[Revenir à l'accueil](#)[Collection](#)[Correspondance active de Jean-Baptiste André Godin](#)[Collection Godin\\_Registre de copies de lettres envoyées\\_CNAM FG 15](#)  
(15)[Item](#)[Jean-Baptiste André Godin à Henry Levasseur, 14 février 1874](#)

## Jean-Baptiste André Godin à Henry Levasseur, 14 février 1874

**Auteur·e : Godin, Jean-Baptiste André (1817-1888)**

### Les folios

En passant la souris sur une vignette, le titre de l'image apparaît.

5 Fichier(s)

### Informations sur le document source

CoteFG 15 (15)

Collation5 p. (64r, 65r, 66v, 67v, 68r)

Nature du documentCopie à la presse d'un manuscrit

Lieu de conservationBibliothèque centrale du Conservatoire national des arts et métiers, Paris

### Citer cette page

Godin, Jean-Baptiste André (1817-1888), Jean-Baptiste André Godin à Henry Levasseur, 14 février 1874, Équipe du projet FamiliLettres (Famelistère de Guise - CNAM) & Projet EMAN (UMR Thalim, CNRS-ENS-Sorbonne Nouvelle) consulté le 14/01/2026 sur la plate-forme EMAN :

<https://eman-archives.org/Famililettres/items/show/47757>

Copier

### Informations sur l'édition numérique

ÉditeurÉquipe du projet FamiliLettres (Famelistère de Guise - CNAM) & Projet EMAN (UMR Thalim, CNRS-ENS-Sorbonne Nouvelle)

### Présentation

Auteur·e[Godin, Jean-Baptiste André \(1817-1888\)](#)

Date de rédaction[14 février 1874](#)

Lieu de rédaction28, rue des Réservoirs, Versailles (Yvelines)

Destinataire[Levasseur, Henry \(1843-1905\)](#)

Lieu de destinationLaon (Aisne)

# Description

Résumé Sur la révocation de Godin maire de Guise. Godin revient sur son engagement à la mairie de Guise depuis 1870. Il proteste contre les conditions de sa révocation et reproduit le texte de sa lettre au préfet de l'Aisne du 10 février 1874. Godin indique à Levasseur qu'en l'absence de réponse de l'administration, il souhaite la publication de sa lettre dans le journal [*Le Courrier de l'Aisne*].

Notes La lettre reproduit le texte de la lettre de Godin au préfet de l'Aisne du 10 février 1874 (FG 15 (14)).

Support Corrections manuscrites à la mine de plomb du texte de la lettre sur les folios 64r et 68r.

## Mots-clés

[Actualité](#), [Conflit](#), [Idées politiques](#), [Périodiques](#), [Procédure \(droit\)](#)

Personnes citées

- [Azambre \[monsieur\]](#)
- [Delorme, Jacques Philippe](#)
- [Devillers, Alexandre \(1832-1921\)](#)
- [Gigault de Crisenoy, Étienne Jules \(1831-1901\)](#)

Notice créée par [Équipe du projet FamiliLettres](#) Notice créée le 07/07/2023

Dernière modification le 05/08/2025

---

Versailles 14 janvier 1874

Monsieur le Rédacteur,

La situation équivoque que le Gouvernement a voulu faire connaître de la ville de Guise me semble exiger quelques explications afin d'éclaircir l'opinion, et de prévenir les inductions malveillantes que les personnes intéressées pourraient en tirer.

J'ai accepté les fonctions municipales, grâce à un bon ou je voyais pour mes concitoyens, comme pour moi, l'espérance qu'il y avait à ce qu'une telle forme put servir les intérêts et les personnes de la ville contre de graves difficultés que les événements de la guerre présageaient. J'ai couru toutes mes forces à cette tâche : enlevé trois fois la ville par les prussiens et emprisonné avec eux dans de misérables défilés, pour être fusillé comme disait-on au point du jour, j'ai dû me hâter de valoir mes <sup>principaux</sup> collaborateurs M<sup>rs</sup>. Delorme, Lévêque et Legrand, comme otages par les prussiens. Je restais seul à l'administration, mais, grâce à leur courage, j'ai pu résister jusqu'au dernier moment aux exigences de l'ennemi et empêcher à la ville et au canton le paiement d'une énorme contribution de guerre.

Cette tâche n'est plus à remplir aujourd'hui : les



finances de la ville de Guise sont même replacées dans un état bien satisfaisant; je ne pourrais plus conserver la fonction de Maire que pour chercher à réaliser les fondations d'écoles, de halles aux marchés, et autres institutions utiles dont la ville a besoin. Les études sont faites, déjà même les projets sont en voie d'exécution; la besogne est facile pour ceux qui nous succéderont. Aussi je ne puis comprendre, quand le Gouvernement refuse sa confiance aux maires républicains, pourquoi il ne procède pas à la nomination de nos successeurs. Cela n'étant pas fait encore, il est important pour moi qu'on sache que du moment où j'ai vu le Gouvernement se refuser à donner à la tribune des explications sur la situation irrégulière faite à certains maires, j'ai immédiatement écrit à M. le Préfet de l'Aisne la lettre suivante :

Versailles 10 février 1874

Monsieur le Préfet,

Je viens de recevoir communication, par l'intermédiaire de M. Delorme, mon premier adjoint à la Mairie de la ville de Guise, d'une lettre de M. le Sous-Préfet ainsi conçue :

« Versailles le 6 février 1874 »

« Monsieur le Gouvernement, n'ayant pas nommé de Maire ni d'adjoints à Guise, il va lieu d'appliquer pour notre commune l'art. 4 de la loi municipale de 1837, c'est à dire que le premier conseiller municipal sans l'ordre du

- tableau doit remplir les fonctions de Maire. Le premier conseiller, vous le savez, c'est précisément M. Gadin. Il n'y aura donc qu'à substituer pour les actes signés par lui la formule: le conseiller <sup>off</sup> de Maire, à celle: « le Maire ».

- Pour ce qui vous concerne, continuez également à remplir les fonctions d'adjoint en faisant précéder votre signature de ces mots: Pour le premier conseiller municipal absent (ou empêché), le conseiller municipal <sup>off</sup> d'adjoint.

- Veuillez, je vous prie, vous conformer à ces indications à partir du moment où vous recevrez cette lettre.

- Veuillez agréer, Monsieur, l'assurance de ma considération très-distinguée.

Le Sous-Préfet, signé: Franc.

- Vous pourrez à la première occasion faire part de cette lettre à M. Gadin.

Je ne m'arrêterai pas à ce qu'il y a d'étrange que ce soit par occasion que je dois être informé des mesures prises par le Gouvernement, au sujet de mes fonctions de Maire. Mais je désire, Monsieur le Préfet, respecter les obligations que la loi m'impose, et les instructions transmises par le le Sous-Préfet me semblent s'en écarter; je regrette donc infiniment de ne pouvoir m'y conformer.

Je tiens de la loi la qualité de Maire que la loi nouvelle ne conserve jusqu'à ce que le Gouvernement ait, par un acte régulier, effectué ma révocation ou pourvu à mon



remplacément, en me donnant son successeur, on ne peut en être autrement pour la régularité de l'administration et de la gestion commerciale. Je le remercie donc mes fonctions par moi-même jusqu'à mon remplacement, mais c'est en qualité de maire que je puis et que je dois résigner, et c'est en cette seule qualité que ma démission est valable pour les adjoints qui sont les acteurs d'administration et non moi-même.

Il résulte de tout ceci une situation délicate pour l'administration dont j'ai la charge; j'espère, Monsieur le Préfet, que vous en ferez remarquer l'importance au Gouvernement afin que les nominations municipales soient faites sans délai.

Je n'ai accepté les fonctions de Maire qu'avec la pensée de faire des choses utiles aux intérêts de la ville, ces fonctions cesseraient de ce moment au les moyens de pourvoir à la ville en défaut. En me refusant sa confiance, le Gouvernement à l'administration de la ville de Guise; le Gouvernement doit donner un encouragement aux compétitions qui déjà s'accroissent et telle à toutes les mesures utiles et profitables à la ville de Guise.

Le Gouvernement trouvera sans doute, sur les observations que j'ai pu faire de bien vouloir lui faire, qu'il y a une pour faire disparaître ces difficultés, de remettre la fonction de Maire entre les mains de l'un de ceux qui aspirent à cette fonction.

Veuillez agréer, Monsieur le Préfet, l'assurance de ma

excellent, distingué.

Je suis avec vous, Signe. Godein.

Dans réponse de la part de l'administration, je  
vous en remercie, bien, <sup>en ces circonstances</sup> Monsieur le Rédacteur,  
pour la communication que j'ai l'honneur de  
recevoir de la Revue de votre journal, pour me  
disposer de la responsabilité que peut renfermer  
la situation, je ne puis maintenant à mon  
opinion.

Avec Monsieur le Rédacteur, l'assu-  
rance de mon dévouement à mes concitoyens et  
à la République.

Godein